

Les impacts du changement climatique sont réels, il faut réagir : ANSTS propose des solutions

28Oct2016



[Abdou TIMERA](#) author54views0comments



Ferloo.com- » L'Accord mondial de la COP21 de Paris dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Développement des Nations Unies », est le thème animé par le Professeur El Hadji Salif Diop, membre de l'Académie nationale des Sciences et des Techniques du Sénégal (ANSTS). L'ANSTS a montré que les impacts du réchauffement climatique sont réels et déjà, il faut penser à des solutions...

Le président de la Commission de Communication, média et publications scientifiques, le prof El Hadji Salif Diop a montré pendant plusieurs minutes la montée des températures et leurs impacts due au dérèglement climatique. « Des mesures au sol et par satellite sont prises depuis des années démontrent l'augmentation de la température et des Gaz à Effet de Serre (GES) et de leur impact sur notre planète. C'est sur cette base que la décision est prise par les gouvernements pour signer des Accords en vue de trouver des solutions à ce dérèglement climatique », explique-t-il, faisant allusion aux Accords de la COP 21 de Paris.

Les membres de l'ANSTS pensent qu'il faut se hâter à trouver ces solutions. A savoir comment faire pour atténuer ces Gaz Effet de Serre ; comment faire pour nous adapter à ce changement climatique. » S'il n'y a pas d'impacts directs du phénomène, nous constatons quand même une sorte d'amplification qui est très dangereuse », fait-il remarquer avant d'énumérer entre autres solutions: la planification et à la gestion durable des ressources mais aussi en évitant de construire sur les espaces littoraux. Pour le Sénégal, aller au-delà de la loi sur le littoral, réduire tout ce qui détruit les bases alimentaires, faire l'économie de l'eau, gérer de manière efficace les déchets qui polluent l'environnement, les récupérer et les transformer pour en tirer des richesses, former des jeunes pour avoir le maximum de scientifiques pour la future prise en charge de ces questions, l'implication des privés et des mouvements citoyens, des collectivités locales, ...

Sur l'implication des scientifiques dans le combat contre le réchauffement climatique, le Prof El Hadji Salif Diop estime que le Maroc, organisateur de la COP 22 a été très proactif sur la question de l'implication des scientifiques dans la recherche des solutions du dérèglement climatique. «Une déclaration est dans le circuit universitaire et dans la communauté scientifique car il faut qu'il ait des suivis des actions de la COP21. Des liaisons entre les pays africains en matière d'énergie renouvelable doivent être créées... »

<http://www.ferloo.com/2016/10/28/les-impacts-du-changement-climatique-sont-reels-il-faut-reagir-ansts-esquisse-des-solutions-a27649.html>



L'Académie nationale des sciences techniques du Sénégal (ANSTS), dans le cadre de l'animation de l'espace scientifique, a organisé vendredi après-midi une séance académique dirigée par le professeur El Hadji Salif Diop, membre de l'académie. Le thème retenu est «L'accord mondial de la COP 21 de Paris dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies». La rencontre a eu lieu dans la salle Paul Coréa de l'Institut d'hygiène social, ex-Polyclinique.

A la veille de la COP22 qui se tiendra du 7 au 18 novembre 2016 à Marrakech, au Maroc, L'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (ANSTS) a jugé nécessaire de revenir sur les engagements de la communauté internationale issus de la COP21 de Paris à la lumière des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. En effet conscient du phénomène de dérèglement climatique dans le monde et de ses conséquences catastrophiques, entre autres point d'accord de la COP21 de Paris, les Etats partis se s'étaient engagés pour le rétablissement du climat et la diminution des GES (Gaz à effet de serre).

Lors d'une rencontre organisée hier à Dakar sur «l'Accord Mondial de la COP21 de Paris dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Développement durable des Nations Unies (ODD)», dans le cadre de ses séances d'animation de l'espace scientifique, les académiciens ont relevé que «la situation climatique du monde est inquiétante. Les mesures que présentent les scientifiques montrent qu'il y a un accroissement très clair des phénomènes climatiques. Aujourd'hui, on parle d'augmentation de 0,85° depuis 100 ans. Et ces mesures ont été faites de manières très régulières. Autant les mesures au sol que les mesures par satellite le démontrent. C'est sur la base de tout ce que les scientifiques ont obtenu comme taux d'augmentation de la température mais aussi des GES et de leur impact sur le climat que les gouvernements ont pris la décision de venir signer ces accords, voir qu'est ce qu'il faut faire pour trouver des solutions», soutient El Hadji Salif Diop, membre de l'académie et président de la Commission médias et publications scientifiques.

Et, la COP 22 annoncée du 7 au 18 novembre 2016 au Maroc sera une occasion pour faire le point et engager d'importantes réflexions pour trouver des solutions aux changements climatiques (CC). Parmi ses points, on peut citer les faits et réalités du dérèglement climatique ou du CC actuel tels qu'observés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) depuis plusieurs décennies et les principales manifestations du CC. Pourquoi l'accord de Paris est important dans le cadre des ODD, maintenant qu'il va enfin être mis en œuvre ? Et en fin, les options possibles pour un développement durable en Afrique et surtout quelles options pour le développement et le renforcement des capacités dans le domaine de la recherche et dans celui des sciences, de la technologie et de l'innovation, avec des exemples au Sénégal.

Changement climatique : Le recours aux énergies propres préconisé pour l'atteinte des Odd



Dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (Odd) des Nations unies, l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (Anst) a organisé, le 28 octobre, une rencontre pour diagnostiquer l'état du dérèglement climatique dans le monde, en particulier au Sénégal, et les possibilités d'atténuation en phase au développement durable.

Les Etats africains, notamment le Sénégal, font partie des pays les moins pollueurs, mais qui subissent plus le dérèglement climatique. Le Sénégal n'émet que 0,05 % des émissions de gaz à effet de serre alors que les pays riches en produisent 55 %. Soit 55 % de la production mondiale.

En effet, la température de la terre a évolué de 0,85°C depuis l'ère industrielle avec une concentration moyenne du dioxyde de carbone estimée à 400 ppm. Soit une augmentation de moins de 130 ppm. « Les trois dernières années ont été les plus chaudes depuis 100 ans », a renseigné le Pr El Hadji Saliou Diop, membre de l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (Anst) et spécialiste des ressources en eau. Il animait, vendredi dernier, un panel axé sur l'accord mondial de la COP 21 de Paris et les Objectifs de développement durable (Odd) des Nations unies.

A ce rythme, a-t-il déduit, 30 % de la diversité mondiale pourrait être perdue. « Aujourd'hui, sans efforts politiques mondiaux, le réchauffement pourrait atteindre 4,8°C à la fin du siècle avec des risques dramatiques comme l'augmentation du niveau de la mer d'un mètre », a-t-il renforcé.

Sur le même registre, M. Diop a soutenu que le changement climatique a également un impact sur le milieu terre et océanique. Ce dernier, qui constitue plus de 71 % de la surface planétaire du point de vue de sa chimie, connaît une acidification, car il est en train d'observer le trop plein de CO₂. Par conséquent, une augmentation du niveau de la mer qui est passé de 1,5 en moyenne à 3.000 mm par an est notée. « Avec les milieux insulaires qui ont 3 ou 5 mètres d'altitude, beaucoup d'espaces peuvent disparaître de manière très rapide », a illustré le spécialiste.

Exploiter le potentiel des énergies propres

A travers cette rencontre qui intervient à quelques jours de la COP 22, laquelle doit se tenir à Marrakech du 1er au 18 novembre 2016, plusieurs questions ont été abordées, notamment le développement, le transfert de technologie, l'éducation, la sensibilisation du public, la question de la tarification du carbone, etc. Mais et surtout comment arriver à une réduction des gaz à effet de serre. Ce, « en dépassant l'objectif des 40 % d'ici à 2020, 80 % d'ici à 2050, pour arriver à 350 ppm contre 400 aujourd'hui », a répondu El Hadji Saliou Diop.

Ainsi, pour réduire les risques et accroître la capacité de résilience des populations, le Pr Diop a jugé qu'une double approche sur lequel tous les experts sont d'accord doit être adoptée. Elle consiste à réfléchir sur les questions d'adaptation, mais également à toutes les possibilités d'atténuation.

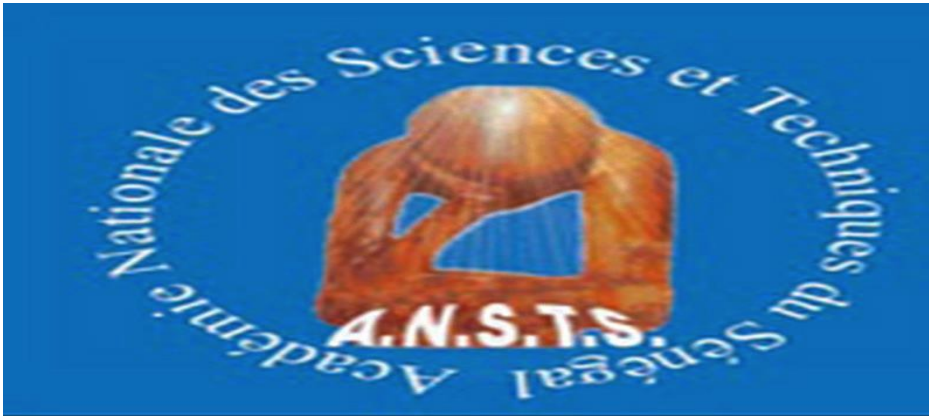
Pour ce faire, le Sénégal doit maximaliser l'hydroélectricité et exploiter la potentialité des ressources renouvelables en incluant les énergies éolienne et solaire et toutes les autres énergies propres. « Aujourd'hui, l'Afrique n'exploite que 8 % de son potentiel en énergie propre. Le Sénégal, pour son mix énergétique, est à moins de 5 % », s'est désolé l'expert, bien qu'il ait salué la mise en place de la centrale solaire de Bokhol.

Des suggestions qui devraient être prises en compte dans le Cpdn du Sénégal, un rapport chiffré du point de vue de financement interne et estimé à 1.000 milliards de FCfa pour réduire les dommages liés au dérèglement climatique.

Marame Coumba SECK (Soleil)

EN PERSPECTIVES DE LA COP 22

El hadji Salif Diop s'inquiète de l'accélération du réchauffement climatique



Le Professeur El hadji Salif Diop, membre de l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (Ansts) par ailleurs spécialiste des ressources en eaux, a du mal à cacher, dans une interview accordée à vivafrik.com, ses inquiétudes quant au réchauffement climatique qui s'accélère de plus en plus. M. Diop qui s'exprimait lors de la séance académique de l'Ansts qui a pour thème : «l'accord mondiale de la COP21 de Paris dans le cadre de la réalisation des Objectifs du développement durable des Nations unies» a également livré quelques solutions de luttes contre le réchauffement de la planète.

Vous venez de présenter une étude sur le climat sans cacher vos inquiétudes : est-ce que on peut avoir une idée plus claire sur votre exposé?

Les mesures que je vous ai présenté montre qu'il y a un accroissement très clair, ce n'est pas de un degré ni de 0,85 degré depuis 100 ans. Ces mesures ont été relevées de manière régulière et sont soit issues du sol soit issues des satellites. La base de tout ce qu'on a obtenu comme taux d'augmentation de la température mais aussi des gaz à effet de serf est de sceller les accords. Ainsi, l'opportunité qui se présente sera de trouver des solutions qui permettront de freiner les aléas climatiques. Comment faire pour atténuer ces gaz à effet de serf ? Comment faire pour nous adapter à ces changements, telles sont les questions qu'il faut rapidement trouver des réponses. Car il n'y a pas un lien direct avec les impacts sur le littoral mais une amplification du phénomène à chaque fois qu'il y a une augmentation de quelque millimètre. Lorsque vous avez des phénomènes extrêmes de température, le phénomène s'amplifie. Vous avez une destruction de l'environnement qui est catastrophique. Il faut dans ce sens éviter d'occuper le littoral. Il y a une loi sur le littoral qui est qui est sur le point d'être adoptée. Mais il faut aller au-delà afin d'avoir l'opportunité de travailler sur les biodiversités pour réduire la disparition de ce qui constitue la base de nos forêts. S'investir dans l'économie de l'eau et travailler sur la gestion durable des déchets qui polluent nos villes sont des solutions urgentes. Pour y parvenir, il faut des moyens et procéder à l'éducation des populations. Je rappelle que l'appel de la main d'œuvre étrangère nous fait perdre des milliards.

On regrette l'absence des scientifiques lors de la COP21 à Paris. Y a-t-il espoir pour leur participation à la COP22 au Maroc ?

Le Maroc est très bien parti dans l'organisation de la COP22. A la différence de la COP21, une déclaration des scientifiques est attendue à la conférence de Marrakech. C'est bien que cela se traduise en Afrique par une pro activité de ces organisateurs auprès de la communauté scientifique et je pense ces efforts sont à pérenniser. Il ne faut pas que l'on considère cette lutte comme une lutte de trois semaines. Ces négociations doivent se prolonger dans le temps. Sur ce point, une union sacrée des pays africains est irréversible afin de mettre les atouts de leurs côtés. Le Maroc a aujourd'hui une certaine crédibilité pour tout ce qui concerne le solaire. Vous avez vu toutes ces centrales qu'il a construites. Le Sénégal doit s'inspirer de ce modèle marocain et éviter de faire appel à l'expertise internationale. Les pays africains devront aussi tout faire pour endiguer l'exportation de leurs devises. Telles sont des initiatives à encourager sans occulter le suivi dans les domaines de l'eau, de la forêt et des océans qui génèrent de l'énergie. D'où l'idée de faire appel aux scientifiques et aux gens bien formés pour une bonne maîtrise des technologies.

Croyez-vous à un accord sur l'atténuation de la température au lendemain de la COP22 ?

Je reste dubitatif mais nous sommes beaucoup plus positifs qu'on ne l'était avant surtout à la suite des engagements pris à la COP21. Récemment, avec ce qui s'est passé à Kigali où les Etats se sont accordés à lutter contre les gaz HFC l'espoir est permis. Nous osons espérer que le réchauffement climatique qui affecte notre planète peut être atténué. Ces combats sont positifs et il faut les encourager. Ce qu'il faut maintenant c'est pousser le privé à mieux investir dans ces domaines et je crois que c'est en ce sens que demain nous pourrions avoir une planète où il fera bon vivre.

Moctar FICOU / VivAfrik.com

<http://www.vivafrik.com/2016/11/10/el-hadji-salif-diop-sinquiete-de-lacceleration-du-rechauffement-climatique-a7674.html>